



Et... PAFE dans les Services Publics! Et... PAFE dans l'Éducation! Et... PAFE!

Le 30 avril dernier, le Conseil d'État fribourgeois a mis en consultation son programme d'assainissement des finances cantonales pour les années 2026 à 2028.

Ce projet vient toucher les services publics, et plus particulièrement la mobilité, le domaine des soins, les EMS, l'éducation et par là, l'école, NOTRE école. Les associations professionnelles et la SPFF sont estomaquées de voir que l'on veut encore toucher ces domaines si essentiels pour les citoyen·nes du canton alors que la réalité montre que bien des choses ne fonctionnent pas actuellement. Le communiqué de presse du Conseil d'État annonçait:

«Les différentes mesures retenues s'inscrivent dans un contexte d'allègement des finances fédérales et de baisse des revenus de la péréquation. Ce programme apportera près de 490 millions de francs rien que sur les trois prochaines années, en diminuant les dépenses et en augmentant les recettes. Pour arrêter ses choix, le Conseil d'État a procédé à des arbitrages difficiles et approfondis afin de veiller à une répartition équitable des efforts. Ainsi outre des incidences sur les prestations et les subventions de l'État, les mesures proposées auront des conséquences pour le personnel ainsi que pour les communes.»

Les associations professionnelles, FEDE (Fédération des associations du personnel du service public du canton de Fribourg) en tête ont décidé de se battre contre ce projet. À l'heure où vous lisez ces lignes, la manifestation prévue le 4 juin aura eu lieu et nous espérons montrer avec force le ras le bol de toute la fonction publique fribourgeoise, tout comme Raphaëlle Giossi, Coprésidente de Formation Fribourg et de la SPFF le dit si bien dans son discours:

«Chères et chers collègues,
Chers parents, élèves, habitant·es de ce canton,
Ce soir, nous sommes là parce qu'une ligne rouge a été franchie.

Ce soir, nous sommes là pour défendre notre école publique.

Le plan d'assainissement des finances – le PAFE – met notre école en péril.

Et derrière les beaux mots comme «symétrie des sacrifices» ou «contribution de solidarité», il y a une réalité brutale.

On coupe dans les salaires.

On reporte les augmentations.

On gèle l'indexation.

Et tout cela pendant que les prix explosent et que les besoins augmentent.

Mais ce n'est pas seulement une attaque contre les enseignant·es.

C'est un démantèlement silencieux de notre école.



Et ce sont surtout les élèves, les enfants de ce canton, qui en paieront le prix fort.

Des classes surchargées. Moins de soutien.

Moins de temps, moins de moyens.

Des écoles qui se dégradent, des projets suspendus, des camps et activités menacés.

Et derrière chaque coupe: une inégalité qui s'aggrave.

Et les communes?

Le Conseil d'État leur refile la facture avec un petit mot:

«Bonne chance!»

Mais sans baguette magique ni budget, c'est un peu difficile de faire des miracles.

Et les parents?

Ils voient leurs frais augmenter, les aides diminuer, les prestations s'effondrer.

Certaines familles devront renoncer à des soins, à l'accueil parascolaire, à du soutien.

Est-ce cela, l'égalité des chances?

Ce plan n'est pas un projet d'avenir.

C'est un bricolage budgétaire, une réponse technocratique à un problème politique.

Et pendant qu'on taille dans les services publics, le Conseil d'État refuse même d'envisager une hausse d'impôts pour les hauts revenus ou les grandes entreprises.

Nous refusons qu'on sacrifie la jeunesse sur l'autel des cadeaux fiscaux.

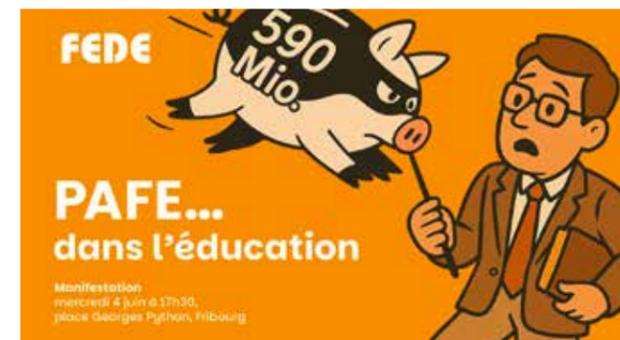
Nous refusons qu'on fasse croire qu'il n'y a pas d'alternative, alors qu'il y en a.

L'investissement dans l'éducation, c'est le meilleur levier pour bâtir un canton juste, fort et solidaire.

Ce soir, nous disons non au PAFE.

Nous disons oui à l'avenir de ce canton.

Et nous disons oui à une politique qui pense enfin aux élèves, aux familles, aux communes, à l'avenir de ce canton.



Merci à vous toutes et tous d'être là. Votre présence est une force.

Restons mobilisé·es. Restons debout.»

La manifestation a rassemblé 2500 personnes. Merci à toutes et tous!

Claire Spring, coprésidente de la SPFF

Rencontre avec le Parti Socialiste

Le 6 mai dernier, Formation Fribourg a organisé une rencontre entre ses membres, enseignant·es de l'école obligatoire et enseignant·es spécialisé·es, et le Parti socialiste, afin d'échanger autour de la thématique de l'école inclusive.

En effet, il est évident que ce sujet nous rapproche. Pour les enseignant·es, c'est devenu le quotidien et il est essentiel que des choses soient mises en place afin d'améliorer la situation dans les classes, tant pour les élèves, que pour le personnel enseignant. Et pour les membres du parti, c'est un sujet d'actualité, dont ils-elles entendent régulièrement parler. Il est important pour elles-eux de dialoguer avec les enseignant·es, de nous entendre afin de connaître les réalités de l'école actuelle. Ils et elles sont attaché·es à cette dernière, souvent attaquée, ce qui les amène à s'emparer de ce thème pour entendre les propositions qui viennent du terrain.

Des discussions riches ont eu lieu, tant en groupes qu'en plénum, sur les défis, les limites et les besoins liés à la mise en œuvre de l'école à visée inclusive. Nous attendons à présent un retour du Parti socialiste concernant la manière dont ces témoignages seront pris en compte et transmis au Grand Conseil ainsi qu'au Conseil d'État.

(cs)

Audit! Autre sujet d'actualité...

Pour donner suite à l'intervention parlementaire du 8 décembre 2023, le Conseil d'État a décidé de confier à l'entreprise Move UP la réalisation d'un audit externe du Service de l'enseignement obligatoire francophone (Senof).

L'audit était structuré en trois parties, une analyse organisationnelle du service, une enquête sur d'éventuels cas de harcèlement, et un sondage sur les mesures pédagogiques ainsi que leur impact.

Comme vous le savez, l'audit a eu lieu par un questionnaire sur une plateforme Web auquel vous avez peut-être participé, ainsi qu'un certain nombre d'entretiens.

Les résultats de cet audit étaient fort attendus. Le 2 juin, un communiqué de presse annonçait que «l'audit externe blanchit la Direction du service des accusations de harcèlement, d'abus de pouvoir et de conflits d'intérêts».

Les résultats de l'audit interpellent la SPFF et Formation Fribourg. L'écart entre les témoignages réguliers et nombreux du terrain et les conclusions présentées en conférence de presse questionnent. Les retours de plus en plus fréquents que les enseignant·es donnent à différentes occasions laissent penser que ces dernière·es rencontrent des difficultés fréquentes. Les mesures annoncées répondent-elles aux besoins réels des enseignant·es? Se sentent-ils et elles vraiment écouté·es par les autorités?

Les associations professionnelles vont maintenant analyser ces conclusions en détail et chercher à comprendre les différences qui apparaissent à la lumière de ces résultats, et ne manqueront pas de vous tenir au courant de la suite de ce dossier.



L'été approche à grands pas... Une pause bien méritée afin de reprendre des forces pour ensuite repartir dans une nouvelle année scolaire... Le cycle immuable de l'école et de ce métier si passionnant qui est le nôtre, malgré le fait qu'il se complexifie sans cesse! Prenez soin de vous!

Claire Spring et Raphaëlle Giossi